

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202432]

**27 MARS 2014. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en ce qui concerne la promotion des sources d'énergie renouvelables et de la cogénération de qualité et modifiant le décret du 23 janvier 2014 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié en dernier lieu par le décret du 11 décembre 2013, un 2<sup>o</sup>*bis* rédigé comme suit, est inséré entre le 2<sup>o</sup> et le 3<sup>o</sup> :

« 2<sup>o</sup>*bis* « autoproducteur conventionnel » : autoproducteur d'électricité non produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération de qualité, à l'exception des autoproducteurs d'électricité issue de la valorisation de chaleur résiduaire ou de gaz fatal; ».

**Art. 2.** A l'article 38 du même décret, tel que remplacé par le décret du 4 octobre 2007, un paragraphe 6*bis* rédigé comme suit est inséré :

« § 6*bis*. Pour les installations autres que les installations photovoltaïques d'une puissance nette inférieure ou égale à 10 kW postérieures à la date d'entrée en vigueur du décret du 27 mars 2014 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en ce qui concerne la promotion des sources d'énergie renouvelables et de la cogénération de qualité, le Gouvernement, après avis de la CWaPE, peut moduler, pour les installations qu'il détermine, à la hausse ou à la baisse le nombre de certificats verts octroyés sur la base des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 en fonction de l'âge de l'installation de production d'électricité verte, de sa rentabilité et de la filière de production.

Le taux d'octroi qui résulte de cette modulation ne peut dépasser un plafond de 2,5 certificats verts par MWh.

Le Gouvernement fixe un nombre maximum de certificats verts additionnels par an pour les nouvelles installations relevant de l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 3.** A l'article 39 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « et » entre les mots « les fournisseurs » et « les détenteurs d'une licence limitée » est remplacé par une virgule et la phrase est complétée par les mots « et les autoproducteurs conventionnels en sorte de constamment couvrir une période totale de huit ans. »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est complété par les mots « et ne peut pas excéder un volume correspondant à 22,5 pour cent du quota annuel de l'année en cours. »;

3<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le Gouvernement peut moduler la quantité minimale visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour des raisons sociales. Cette modulation bénéficie directement aux clients finals résidentiels et ne peut pas excéder un volume correspondant à 0,5 pour cent du quota annuel de l'année en cours. »;

4<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La quantité minimale des certificats verts remis à la CWaPE en application des alinéas 1<sup>er</sup> à 4 est déterminée de manière à tendre à 20 pour cent d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie à l'horizon 2020, dont une contribution de 8 000 GWh d'électricité renouvelable produits en Wallonie, compte tenu de l'évolution du développement des filières de production d'énergie renouvelable ainsi que du contexte européen et belge en matière d'objectifs d'énergies renouvelables et de cogénération de qualité, de l'évolution du contexte socio-économique et des prix de l'énergie pour toutes les catégories de consommateurs dont les clients résidentiels. Le respect de cet objectif est contrôlé par le Gouvernement sur la base d'une évaluation réalisée par la CWaPE selon les modalités qu'il détermine. Le cas échéant, le Gouvernement prend, après avis de la CWaPE, les mesures correctives nécessaires tant vis-à-vis des clients protégés que des entreprises.

Pour la période postérieure à 2020, la quantité minimale des certificats verts qui doivent être remis à la CWaPE en application des alinéas 1<sup>er</sup> à 4 est déterminée de manière à atteindre un objectif global de production d'énergie renouvelable fixé par le Gouvernement après avis de la CWaPE transmis au plus tard le 31 mai 2014. »;

5<sup>o</sup> au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même article, le mot « et » entre les mots « les fournisseurs » et « les détenteurs d'une licence limitée » est remplacé par une virgule et les mots « et les autoproducteurs conventionnels » sont insérés entre les mots « les détenteurs d'une licence limitée de fourniture en vue d'assurer leur propre fourniture » et « sont tenus de payer ».

**Art. 4.** Dans le même décret, un article 39*bis*, rédigé comme suit, est inséré entre les articles 39 et 40 :

« Art. 39*bis*. Le Gouvernement accorde une compensation aux communes, en ce compris les régies ordinaires, les gestionnaires de bâtiments communaux, y compris les infrastructures sportives et les logements d'insertion ainsi que l'éclairage public, aux centres publics d'action sociale pour leurs bâtiments, en ce compris les maisons de repos, les crèches et logements d'initiatives locales d'accueil et d'insertion dont ils supportent les coûts énergétiques et aux provinces, en ce compris les régies ordinaires, pour leurs propres bâtiments, relative à l'impact de l'augmentation des quotas de certificats verts par rapport à un quota de référence de 12 pour cent appliqué aux consommations de l'année 2012, à partir de l'année 2015, sur la base des montants tels qu'établis à la clôture des comptes de l'année concernée. Pour ce faire, il en détermine la hauteur ainsi que les modalités de calcul et d'octroi. »

**Art. 5.** A l'article 40 du même décret, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« A partir de la date d'entrée en vigueur du décret du 27 mars 2014 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en ce qui concerne la promotion des sources d'énergie renouvelables et de la cogénération de qualité, les nouvelles installations visées à l'article 38, § 6*bis*, bénéficient automatiquement de la garantie d'achat visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, selon les modalités fixées par le Gouvernement. »

**Art. 6.** A l'article 2 du décret du 23 janvier 2014 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, la lettre « e ) » est remplacée par la lettre « g ) ».

**Art. 7.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 38, § 6bis, alinéa 2, inséré par l'article 2 du présent décret entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Pour la période entre le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et le 31 décembre 2014, le taux d'octroi qui résulte de la modulation visée à l'article 38, § 6bis, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, tel qu'inséré par l'article 2, ne peut dépasser un plafond de 3 certificats verts par MWh, dans le respect de l'article 38, § 6bis, alinéa 3.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mars 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement wallon, 987 (2013-2014). N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 mars 2014.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202432]

**27. MÄRZ 2014 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, was die Förderung der erneuerbaren Energieträger und der hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplung betrifft, und zur Abänderung des Dekrets vom 23. Januar 2014 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - In Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 11. Dezember 2013, wird ein Punkt 2<sup>o</sup>bis mit folgendem Wortlaut zwischen die Punkte 2<sup>o</sup> und 3<sup>o</sup> eingefügt:

"2<sup>o</sup>bis "konventioneller Eigenerzeuger": Eigenerzeuger von Strom, der nicht mittels erneuerbaren Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugt wird, mit Ausnahme der Eigenerzeuger von Strom aus der Aufwertung von Abwärme oder Kuppelgas;".

**Art. 2** - In Artikel 38 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, wird ein Paragraph 6bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 6bis. Für die Anlagen, die keine Photovoltaikanlagen mit einer Nettoleistung unter oder gleich 10 kW sind und die nach dem Datum des Inkrafttretens des Dekrets vom 27. März 2014 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, was die Förderung der erneuerbaren Energieträger und der hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplung betrifft, eingerichtet werden, kann die Regierung nach Begutachtung durch die CwaPE für die von ihr bestimmten Anlagen die Anzahl der auf der Grundlage der Paragraphen 1 und 2 erteilten grünen Bescheinigungen je nach dem Alter der Anlage zur Erzeugung von Grünstrom, ihrer Rentabilität und dem Herstellungsweg nach oben oder nach unten anpassen.

Der Erteilungssatz, der sich aus dieser Anpassung ergibt, darf eine Höchstgrenze von 2,5 grünen Bescheinigungen pro MWh nicht überschreiten.

Die Regierung legt eine maximale Anzahl zusätzlicher grüner Bescheinigungen pro Jahr für die neuen Anlagen fest, die unter den Absatz 1 fallen".

**Art. 3** - In Artikel 39 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1, Absatz 1 wird das Wort "und" zwischen den Wörtern "den Versorgern" und "den Inhabern einer zwecks der Sicherung ihrer eigenen Versorgung begrenzten Versorgungslizenz" durch ein Komma ersetzt, werden die Wörter "und den konventionellen Eigenerzeugern" zwischen die Wörter "Versorgungslizenz" und "ausgehändigt" gesetzt und wird der Satz durch die Wörter "um stets einen Gesamtzeitraum von 8 Jahren zu decken" ergänzt;

2° in Paragraph 1 wird Absatz 2 durch die Wörter "und darf ein Volumen von 22,5 Prozent der jährlichen Quote des laufenden Jahres nicht überschreiten" ergänzt;

3° in Paragraph 1 wird zwischen die Absätze 2 und 3 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Regierung kann die in Absatz 1 erwähnte Mindestmenge aus sozialen Gründen anpassen. Diese Anpassung kommt unmittelbar den Endverbrauchern, die Haushaltskunden sind, zugute und darf ein Volumen von 0,5 Prozent der jährlichen Quote des laufenden Jahres nicht überschreiten.";

4° Paragraph 1 wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Mindestmenge der grünen Bescheinigungen, die der CWaPE in Anwendung der Absätze 1 bis 4 übergeben werden, wird derart bestimmt, dass bis 2020 ein Anteil von 20 Prozent erneuerbarer Energie im Endenergieverbrauch angestrebt wird, worunter ein Beitrag von 8 000 GWh in der Wallonie erzeugten Stroms aus erneuerbaren Quellen, unter Berücksichtigung der Entwicklung der Sparten zur Erzeugung von erneuerbarer Energie sowie des europäischen und belgischen Rahmens im Bereich der Ziele für erneuerbare Energien und hocheffiziente Kraft-Wärme-Kopplung, der Entwicklung der sozial-wirtschaftlichen Bedingungen und der Energiepreise für alle Kategorien Verbraucher, worunter die Haushaltskunden. Die Einhaltung dieses Ziels wird von der Regierung auf der Grundlage einer von der CWaPE durchgeführten Bewertung gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten kontrolliert. Gegebenenfalls trifft die Regierung nach Begutachtung durch die CwaPE die erforderlichen Korrekturmaßnahmen, sowohl gegenüber den geschützten Kunden, als auch gegenüber den Unternehmen.

Für den Zeitraum über 2020 hinaus wird die Mindestmenge der grünen Bescheinigungen, die der CWaPE in Anwendung der Absätze 1 bis 4 übergeben werden, derart bestimmt, dass ein Globalziel für die Erzeugung erneuerbarer Energie angestrebt wird, das von der Regierung nach Begutachtung durch die CWaPE spätestens am 31. Mai 2014 festgelegt wird.";

5° in Paragraph 2, Absatz 1 desselben Artikels wird das Wort "und" zwischen den Wörtern "die Versorger" und "die Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz" durch ein Komma ersetzt und werden die Wörter "und die konventionellen Eigenerzeuger" zwischen die Wörter "die Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz im Hinblick auf die Sicherung ihrer eigenen Versorgung" und die Wörter "pro fehlende Bescheinigung" gesetzt.

**Art. 4** - In demselben Dekret wird ein Artikel 39bis mit folgendem Wortlaut zwischen die Artikel 39 und 40 eingefügt:

"Art. 39bis - Ab dem Jahre 2015 gewährt die Regierung den Gemeinden, einschließlich der gewöhnlichen Regien, der Verwalter der kommunalen Gebäude, worunter auch die Sportinfrastrukturen und Eingliederungswohnungen, sowie die Straßenbeleuchtung, den öffentlichen Sozialhilfezentren für ihre Gebäude, einschließlich der Erholungsheime, der Kindertagesstätten und der Wohnungen von lokalen Aufnahme- und Eingliederungsinitiativen, deren Energiekosten sie tragen, und den Provinzen, einschließlich der gewöhnlichen Regien für ihre eigenen Gebäude, einen Ausgleich in Bezug auf die Auswirkungen der Erhöhung der Quoten der grünen Bescheinigungen im Verhältnis zu einer auf den Verbrauch des Jahres 2012 angewandten Referenzquote von 12 Prozent, auf der Grundlage der Beträge, wie sie beim Abschluss der Konten des betreffenden Jahres erstellt wurden. Dazu legt sie die Höhe dieser Beträge sowie die Modalitäten der Berechnung und der Gewährung fest.".

**Art. 5** - In Artikel 40 desselben Dekrets wird zwischen die Absätze 1 und 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Ab dem Datum des Inkrafttretens des Dekrets vom 27. März 2014 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, was die Förderung der erneuerbaren Energieträger und der hochwertigen Kraft/Wärmekopplung betrifft, wird den in Artikel 38, § 6bis erwähnten neuen Anlagen automatisch die in Absatz 1 erwähnte Kaufgarantie gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten gewährt."

**Art. 6** - In Artikel 2 des Dekrets vom 23. Januar 2014 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird der Buchstabe "e)" durch den Buchstaben "g)" ersetzt.

**Art. 7** - Das vorliegende Dekret tritt am Tages seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

In Abweichung von Artikel 1 tritt Artikel 38, § 6bis, Absatz 2, eingefügt durch Artikel 2 des vorliegenden Dekrets, am 1. Januar 2015 in Kraft. Für den Zeitraum zwischen dem 1. Juli 2014 und dem 31. Dezember 2014 darf der Erteilungssatz, der sich aus der in Artikel 38, § 6bis, Absatz 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, eingefügt durch Artikel 2, erwähnten Anpassung ergibt, eine Höchstgrenze von 3 grünen Bescheinigungen pro MWh unter Einhaltung des Artikels 38, § 6bis, Absatz 3 nicht überschreiten.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. März 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

(1) Sitzungsperiode 2013-2014.  
Dokumente des Wallonischen Parlaments, 987 (2013-2014). Nrn 1 bis 4.  
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 26. März 2014.  
Diskussion.  
Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202432]

**27 MAART 2014. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wat betreft de bevordering van hernieuwbare energiebronnen en kwaliteitswarmtekrachtkoppeling en tot wijziging van het decreet van 23 januari 2014 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** In artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 11 december 2013, wordt tussen de punten 2° en 3° een punt 2°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°*bis* « conventionele zelfproducent » : zelfproducent van elektriciteit die niet geproduceerd wordt d.m.v. hernieuwbare energiebronnen of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling, met uitzondering van de zelfproducenten van elektriciteit uit de nuttige toepassing van residuele warmte of fataal gas; ».

**Art. 2.** Artikel 38 van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007, wordt aangevuld met een paragraaf 6*bis*, luidend als volgt :

« § 6*bis*. Voor de andere installaties dan fotovoltaïsche installaties met een nettovermogen van 10 kW of minder die dateren van na de datum van inwerkingtreding van het decreet van 27 maart 2014 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wat betreft de bevordering van hernieuwbare energiebronnen en kwaliteitswarmtekrachtkoppeling kan de Regering, na advies van de « CWaPE », voor de installaties die zij bepaalt het aantal groene certificaten toegekend op basis van de paragrafen 1 en 2 aanpassen naar gelang van de leeftijd van de installatie voor de productie van elektriciteit, de rendabiliteit ervan en de productiefilrière.

Het toekenningspercentage dat uit die aanpassing resulteert mag niet hoger zijn dan 2,5 groene certificaten per MWu.

De Regering bepaalt een maximumaantal bijkomende groene certificaten per jaar voor de nieuwe installaties bedoeld in het eerste lid. ».

**Art. 3.** In artikel 39 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord « en » tussen de woorden « de leveranciers » en « houders van een beperkte leveringsvergunning » vervangen door een komma en wordt de zin aangevuld met de woorden « en de conventionele zelfproducenten om constant een gezamenlijke periode van acht jaar te dekken. »;

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid aangevuld met de woorden « en mag niet hoger zijn dan een volume gelijk aan 22,5 percent van het jaarlijkse quotum van het lopende jaar. »;

3° in paragraaf 1 wordt tussen het tweede en het derde lid volgend lid ingevoegd :

« De minimale hoeveelheid bedoeld in het eerste lid kan door de Regering aangepast worden om sociale redenen. Deze aanpassing komt rechtstreeks ten goede aan de residentiële eindafnemers en mag niet hoger zijn dan een volume gelijk aan 0,5 percent van het jaarlijkse quotum van het lopende jaar. »;

4° paragraaf 1 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« De minimale hoeveelheid groene certificaten overgedragen aan de « CWaPE » overeenkomstig de leden 1 tot 4 wordt bepaald met de doelstelling te streven naar 20 percent hernieuwbare energie in het eindenergieverbruik, waaronder een bijdrage van 8 000 GWu hernieuwbare elektriciteit geproduceerd in Wallonië, rekening houdend met de evolutie van de ontwikkeling van de kanalen voor de productie van hernieuwbare energie, alsook met de Europese en Belgische context inzake doelstellingen m.b.t. hernieuwbare energieën en kwaliteitswarmtekrachtkoppeling, met de evolutie van de sociaal-economische context en de energieprijzen voor alle categorieën verbruikers, o.a. de residentiële afnemers. De inachtneming van die doelstelling wordt door de Regering gecontroleerd op grond van een evaluatie die de « CWaPE » verricht volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt. Desgevallend neemt de Regering, na advies van de « CWaPE », de nodige rechtzettende maatregelen ten aanzien van zowel de beschermde afnemers als de ondernemingen.

Voor de periode na 2020 wordt de minimale hoeveelheid groene certificaten die overeenkomstig de leden 1 tot 4 aan de « CWaPE » overgedragen moeten worden berekend om een globale doelstelling te halen inzake de productie van hernieuwbare energie, die door de Regering wordt bepaald na adviesverlening door de « CWaPE » uiterlijk 31 mei 2014. »;

5° in paragraaf 2, eerste lid, van hetzelfde artikel wordt het woord « en » tussen de woorden « de leveranciers » en « houders van een beperkte leveringsvergunning » vervangen door een komma en worden de woorden « en de conventionele zelfproducenten » ingevoegd tussen de woorden « leveringsvergunning » en « om hun eigen levering ».

**Art. 4.** In hetzelfde decreet wordt tussen de artikelen 39 en 40 een artikel 39*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 39*bis*. De Regering verleent aan de gemeenten, met inbegrip van de gewone regioën, de beheerders van gemeentelijke gebouwen, met inbegrip van de sportinfrastructuren en inschakelingswoningen alsook de openbare verlichting, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor hun gebouwen, met inbegrip van de rusthuizen, crèches en woningen voor plaatselijke opvang- en inschakelingsinitiatieven waarvan ze de energiekosten dragen, en aan de provincies, met inbegrip van de gewone regioën, voor hun eigen gebouwen, een compensatie m.b.t. de weerslag van de vermeerdering van de quota's groene certificaten t.o.v. een referentiequotum van 12 percent dat toegepast wordt op de verbruiken in het jaar 2012, vanaf het jaar 2015, op basis van de bedragen zoals vastgelegd bij het afsluiten van de rekeningen van het betrokken jaar. Daartoe bepaalt ze het maximumbedrag alsook de berekenings- en toekenningsmodaliteiten. ».

**Art. 5.** In artikel 40 van hetzelfde decreet wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

« Vanaf de datum van inwerkingtreding van het decreet van 27 maart 2014 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wat betreft de bevordering van hernieuwbare energiebronnen en kwaliteitswarmtekrachtkoppeling genieten de nieuwe installaties bedoeld in artikel 38, § 6*bis*, automatisch de aankoopgarantie bedoeld in het eerste lid, volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

**Art. 6.** In artikel 2 van het decreet van 23 januari 2014 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt de letter « e ) » vervangen door de letter « g ) ».

**Art. 7.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 38, § 6*bis*, tweede lid, ingevoegd bij artikel 2 van dit decreet, in werking op 1 januari 2015. Voor de periode tussen 1 juli 2014 en 31 december 2014 mag het toekenningspercentage dat resulteert uit de aanpassing bedoeld in artikel 38, § 6*bis*, eerste lid, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, zoals ingevoegd bij artikel 2, niet meer bedragen dan 3 groene certificaten per MWu, met inachtneming van artikel 38, § 6*bis*, derde lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement; 987 (2013-2014). Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 26 maart 2014

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202433]

**27 MARS 2014. — Décret visant à modifier l'article L1122-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin d'élargir les hypothèses d'un congé pour empêchement pour un conseiller communal (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article L1122-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, est complété par un paragraphe 1<sup>er</sup>*bis* rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>*bis*. Dans le cadre d'une maladie nécessitant une absence, attestée par un certificat médical d'incapacité de six mois minimum, le conseiller communal peut prendre congé pendant toute la durée couverte par ce certificat médical. Il notifie son congé, accompagné du certificat médical, au collège communal par écrit. ».

**Art. 2.** A l'article L1122-6, § 2, du même Code, les termes « A l'occasion du congé visé au paragraphe 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les termes « A l'occasion des congés visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 1<sup>er</sup>*bis* ».